

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 692^e

SEANCE

Lundi 26 novembre 1956,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 30 de l'ordre du jour :	
Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<i>suite</i>)	
Discussion générale (<i>suite</i>).....	41

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/3123/Rev.1, A/3123/Add.1 et 2, A/3154 [chap. VI, sect. IV], A/C.3/L.508) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) déclare que le destin de l'humanité est de s'instruire par la souffrance. Au cours de la crise actuelle, la structure internationale a gagné en force et en solidité. A la suite du différend du Moyen-Orient, l'Organisation des Nations Unies a plus de vigueur qu'auparavant et est plus que jamais décidée à sauvegarder les principes de la Charte. Les sacrifices de l'héroïque peuple hongrois n'ont pas été entièrement vains; ils ont éveillé un profond sentiment de sympathie dans de nombreuses nations et nombre d'offres généreuses de secours ont été faites en vue d'alléger le fardeau qui a incombé aux voisins immédiats de la Hongrie. Le Venezuela est prêt à recevoir 1.500 réfugiés hongrois et fournira 50.000 dollars pour subvenir à leurs besoins immédiats en Autriche. La délégation vénézuélienne approuve le rapport du Haut-Commissaire. Le Venezuela versera 20.000 dollars au Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (FNUR).

2. M. PUDLAK (Tchécoslovaquie) appelle l'attention sur la résolution 8 (I) de l'Assemblée générale qui dispose que la principale tâche de l'Organisation des Nations Unies envers les réfugiés et les personnes déplacées consiste à les encourager et à les aider de toutes les manières possibles à retourner rapidement dans leur pays d'origine. La délégation tchécoslovaque s'intéresse seulement aux aspects humanitaires et pratiques du problème des réfugiés; elle a été émue de la description qu'a faite le Haut-Commissaire adjoint des conditions déplorable dans lesquelles certains réfugiés ont vécu depuis 10 ans et particulièrement de la situation tragique des cas difficiles, autrement dit des réfugiés malades et âgés. Ce problème non résolu impose de lourdes charges aux pays d'accueil. Ces charges ne sont pas uniquement d'ordre financier; en effet, certains réfugiés vivant dans des camps se sont laissés aller au découragement et d'autres sont des criminels endurcis qui ont fui leur pays afin d'échapper à un juste châtement et qui se font simplement passer pour des réfugiés. A l'exception

des émigrés politiques qui ont quitté leur pays parce que leurs opinions politiques n'y étaient pas populaires et des criminels se prétendant réfugiés, les intéressés sont des victimes de la propagande ou de leur propre aberration. Ce ne sont ni des réfugiés politiques, puisqu'ils ne s'intéressent pas à la politique, ni des victimes de persécutions, puisque personne n'est persécuté dans leur pays d'origine. Parmi les réfugiés les plus jeunes, certains ont quitté leur pays par esprit d'aventure et regrettent maintenant cette action irréfléchie, car il est plus difficile de revenir que de partir.

3. Après avoir végété dans des camps pendant des années, les réfugiés ont perdu leurs illusions sur la vie à l'étranger et désirent retourner dans leur patrie, mais ils se heurtent à d'innombrables obstacles d'ordre financier, administratif et psychologique ainsi qu'à un véritable barrage de propagande dû à diverses organisations. La délégation tchécoslovaque considère que le rapatriement constitue la solution la plus humaine et la plus appropriée du problème des réfugiés. Elle est convaincue que nombre de réfugiés opteraient pour le rapatriement s'ils avaient connaissance des mesures législatives et pratiques prises dans leur pays afin de faciliter leur retour et leur réintégration dans la vie normale. De nombreux réfugiés craignent d'être châtiés pour de légers délits qu'ils ont commis; il est de la plus haute importance qu'ils soient informés dans le détail des mesures telles que l'amnistie et l'aide à la réintégration qui ont été prises en leur absence. Le 9 mai 1955, le Président de la République tchécoslovaque a fait une proclamation d'amnistie en vertu de laquelle toutes les personnes qui ont quitté illégalement le territoire tchécoslovaque peuvent y revenir sans risquer de poursuites. Des centaines de Tchécoslovaques ont profité de ces dispositions.

4. Le statut du Haut-Commissariat [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, annexe] et la résolution 925 (X) de l'Assemblée générale mentionnent expressément le rapatriement volontaire comme l'une des solutions au problème des réfugiés. Cependant, bien qu'il ressorte du rapport que les demandes de rapatriement sont devenues plus fréquentes, le Haut-Commissariat ne semble pas consacrer autant d'efforts à faciliter cette solution qu'à encourager et financer la réinstallation et l'intégration, bien que les possibilités qu'offrent ces dernières mesures soient manifestement limitées. Fait caractéristique, le Haut-Commissaire adjoint n'a même pas mentionné le rapatriement volontaire dans sa déclaration. De toute évidence, les résolutions adoptées à cet égard aux sessions précédentes n'ont pas accordé une importance suffisante au rapatriement volontaire. En fait, le paragraphe 1 de la résolution 925 (X) a apparemment contribué à détourner l'attention du Haut-Commissaire de cette solution. La délégation tchécoslovaque a donc préparé un projet de résolution qui aiderait à apporter une solution rapide au problème des réfugiés¹.

¹ Publié par la suite sous la cote A/C.3/L.508.

5. Pour conclure, M. Pudlák déclare qu'à son avis l'interprétation donnée par le Haut-Commissaire adjoint, selon qui les dispositions du Statut s'appliquent également aux personnes qui sont des réfugiés depuis 10 ans et à celles qui le sont depuis 10 jours, est dangereuse et témoigne d'une tendance regrettable à accorder une priorité d'urgence au problème des réfugiés "de 10 jours" tout en reléguant à l'arrière-plan les problèmes des réfugiés d'Europe et du Moyen-Orient qui vivent depuis des années dans des conditions effroyables. Du fait de cette politique, les réfugiés "de 10 jours" sont expédiés ailleurs avant d'avoir eu le temps de reconsidérer leur décision hâtive. La Commission devrait se limiter à son ordre du jour normal et ne pas traiter de questions actuellement examinées en séance plénière.

6. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) déclare que sa délégation ne partage pas les doutes exprimés quant à la compétence du Haut-Commissariat pour s'occuper du problème des réfugiés hongrois; cette question a été tranchée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1006 (ES-II), du 9 novembre 1956, et dans la résolution qu'elle a adoptée à sa 587ème séance plénière, le 21 novembre 1956. De plus, le Haut-Commissariat est compétent en vertu du paragraphe 6, B, de son statut et, toute considération juridique mise à part, il est réaliste et à propos que l'Assemblée générale confie la mission de pourvoir à des besoins humains à un organisme qui s'est montré capable de mener une action pratique efficace. Le temps et l'argent que nécessiterait la mise en place d'un nouveau dispositif seront beaucoup mieux employés à aider les réfugiés par l'intermédiaire des organismes existants. La question de la durée du mandat du Haut-Commissaire a été soulevée et, selon Israël, mal à propos, étant donné qu'il reste encore deux ans avant que l'Assemblée générale ait à examiner de nouveau cette question.

7. Le Haut-Commissariat a avant tout un rôle de coordination et, à cet égard, sa coopération avec les gouvernements et les organisations est des plus efficaces. Les charges qu'entraîne l'afflux de réfugiés hongrois pèsent surtout sur le Gouvernement autrichien. Israël a accepté de recevoir des réfugiés hongrois, beaucoup se sont fait inscrire au consulat général d'Israël à Vienne et certains sont déjà arrivés dans le pays. Des fournitures médicales avaient été envoyées par l'Israel Red Shield à la Croix-Rouge autrichienne avant l'appel lancé par l'Assemblée générale et d'autres suivent.

8. Israël est représenté au Comité exécutif du FNUR et apporte à cet organisme le bénéfice de son expérience des questions de réfugiés. Israël est heureux de constater qu'en dépit de l'insuffisance des fonds le nombre des réfugiés vivant dans des camps en Autriche, en Allemagne, en Italie et en Grèce a diminué, mais regrette qu'on n'ait pas atteint les objectifs fixés pour le FNUR et que le programme ait été réduit en conséquence. La représentante d'Israël espère que, malgré la situation d'urgence actuelle, on ne négligera pas les solutions à long terme en faveur de ceux qui vivent dans des camps depuis des années. Bien qu'Israël ait à faire face à de grandes difficultés économiques, le gouvernement envisage la possibilité de verser au FNUR une nouvelle contribution qui s'ajouterait à la contribution symbolique de 5.000 dollars qu'il a déjà versée.

9. Mme LOPEZ (Colombie) estime que la tâche humanitaire entreprise par le Haut-Commissariat exige de la part de tous les pays une coopération active. La Colombie est le premier pays d'Amérique latine qui ait

contribué au FNUR; en novembre 1955, elle a versé 10.000 dollars au Fonds. En outre, elle a accueilli 100 réfugiés par mois avec l'assistance du comité d'immigration catholique colombien. Ce comité met au point à l'heure actuelle un projet pilote de colonie agricole pour les réfugiés.

10. Bien que l'afflux de réfugiés hongrois doive nécessairement avoir des répercussions sur les activités normales du Haut-Commissariat, il ne faut pas que cette situation exceptionnelle aggrave le triste sort des autres réfugiés. La Commission doit s'efforcer de faire en sorte que le FNUR recueille les 16 millions de dollars dont il a besoin pour son programme de quatre ans et d'assurer que le Haut-Commissariat dispose des moyens nécessaires pour coordonner les activités entreprises en faveur des réfugiés hongrois. La Colombie est prête à recevoir jusqu'à 10.000 de ces réfugiés; le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et le comité d'immigration catholique colombien aideront à leur réinstallation. Grâce à la bonne volonté du peuple et des autorités de la Colombie, on pourra très facilement trouver des emplois pour les ouvriers agricoles et industriels, ainsi que pour quelques personnes exerçant des professions libérales.

11. Mme MARZUKI (Indonésie) précise que, si sa délégation s'est abstenue les années précédentes de participer aux débats relatifs au problème des réfugiés, c'est que le Gouvernement de l'Indonésie n'avait pu, en raison de ses obligations financières, contribuer au FNUR. Le rapport montre que, malgré l'importance de l'œuvre déjà entreprise, il reste encore beaucoup à faire. Le Haut-Commissaire a fixé 1958 comme date limite pour les solutions permanentes, mais, étant donné les problèmes urgents qui se sont présentés, il paraît peu probable que la question des réfugiés puisse être réglée d'ici là. Les souffrances humaines actuelles au Moyen-Orient ne doivent pas empêcher les délégations de voir la tragédie de la Hongrie. La délégation de l'Indonésie estime que la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa 587ème séance plénière, le 21 novembre 1956, fournit une base appropriée pour une action immédiate du Secrétaire général et du Haut-Commissariat en réponse à l'appel du Gouvernement autrichien. C'est pourquoi la Croix-Rouge indonésienne prend actuellement des dispositions pour l'envoi de secours à la Hongrie et à l'Égypte, persuadée que toute œuvre humanitaire doit avoir l'appui du monde entier.

12. M. VLAHOV (Yougoslavie) déclare qu'étant donné les événements qui viennent de se produire en Hongrie et dans le Moyen-Orient, il convient d'étudier avec une attention toute particulière le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

13. Dès sa création, l'Organisation des Nations Unies a dû s'occuper du problème des réfugiés. Si certaines des méthodes adoptées n'ont pas été heureuses et si certains des programmes n'ont pas été exécutés de façon parfaite, l'Organisation a alloué des sommes importantes pour aider les réfugiés et a obtenu des résultats considérables. Toutefois, l'expérience a montré que certaines de ses décisions s'inspiraient d'un trop grand optimisme. Il ressort du rapport (A/3123/Rev.1 et A/3123/Add.1) — et le Haut-Commissaire adjoint l'a souligné dans sa déclaration (689ème séance) — que l'insuffisance des contributions a empêché le Haut-Commissariat de mettre en œuvre nombre de ses programmes. La solution permanente à laquelle on a accordé la préférence, à savoir l'intégration économique, est peut-être la façon la plus coûteuse de pourvoir aux besoins des réfugiés et ne peut s'appliquer qu'à un petit nombre

d'entre eux. La tâche du Haut-Commissariat, qui dépend après tout de l'aide des Etats Membres, serait grandement facilitée si l'on réexaminait l'ensemble de la question à la lumière de l'expérience acquise.

14. Malgré l'aide d'urgence généreusement offerte par de nombreux pays, l'afflux de réfugiés hongrois retardera inévitablement la mise en œuvre des programmes de solutions permanentes pour les anciens réfugiés, soit 250.000 personnes dont 70.000 vivent encore dans des camps et attendent que l'on prenne une décision quant à leur avenir. Dans de nombreux cas, le manque de fonds n'est pas la cause du retard; il arrive fréquemment que des considérations politiques interviennent. La délégation yougoslave estime que ce problème doit être abordé d'un point de vue purement humanitaire et que l'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer de trouver des méthodes meilleures et moins coûteuses pour permettre à ces personnes qui ont si longtemps souffert de prendre la place qui leur appartient dans la société. On n'a pas accordé une attention suffisante à l'une des trois méthodes approuvées par l'Assemblée générale, à savoir le rapatriement. Si le Haut-Commissariat faisait porter ses efforts sur le rapatriement, qui doit naturellement être entièrement volontaire, tout en poursuivant ses autres activités, il atteindrait beaucoup plus rapidement le but visé. Le représentant de la Yougoslavie espère que le Haut-Commissariat et le Comité exécutif prendront en considération cette suggestion ainsi que les nombreuses autres suggestions utiles faites par des délégations au cours du débat.

15. M. MENDES DE ALMEIDA (Brésil) remercie le Haut-Commissaire adjoint des renseignements donnés dans son rapport sur la situation des réfugiés hongrois en Autriche. Il appuie les observations formulées par le représentant du Chili à la séance précédente; son pays pourra peut-être également recevoir des réfugiés en tant qu'immigrants permanents.

16. M. TOWNSEND ESCURRA (Pérou) pense que le Haut-Commissariat doit s'efforcer de trouver le plus rapidement possible de nouveaux foyers pour les réfugiés hongrois. Le Pérou est prêt à en recevoir un millier, dans des conditions à déterminer en accord avec le Haut-Commissariat.

17. Le droit d'asile diplomatique, reconnu dans toute l'Amérique latine, a dans le passé permis de sauver de nombreuses vies; le représentant du Pérou est heureux de constater que cette institution s'étend rapidement à d'autres parties du monde.

18. M. MACCHIA (Italie) note qu'en dépit de l'insuffisance des contributions et malgré les cas difficiles qui ont mis à l'épreuve l'ingéniosité du Haut-Commissaire, son rapport est dans l'ensemble très encourageant parce qu'il indique que de nombreux pays ont assoupli leurs exigences en matière d'admission de réfugiés. Pour que le Haut-Commissaire puisse mener à bien sa tâche, il faudra réaliser de nouveaux progrès dans cette voie.

19. L'Italie, pour des raisons géographiques surtout, est l'un des pays où des réfugiés viennent habituellement chercher asile. Nombreux sont ceux à qui elle a donné un refuge temporaire; toutefois, l'Italie qui se heurte au double problème de la surpopulation et du sous-emploi ne peut leur offrir une résidence permanente, mais elle considère que la réinstallation constitue la véritable solution. En assistance temporaire seulement, le Gouvernement italien dépense chaque année 2 millions de dollars. De plus, l'Italie participe à quelques-uns des programmes de solutions permanentes élaborés par le Haut-Commissaire et finance plus de 50 pour 100 des dépenses qu'ils entraînent.

20. Le récent afflux de réfugiés hongrois montre que le problème est permanent. On a organisé spontanément, dans de nombreuses villes italiennes, des collectes destinées à leur venir en aide. Le Gouvernement italien a décidé de verser 50.000 dollars pour les frais de transport au départ de l'Autriche et d'offrir asile à 2.000 personnes. M. Macchia espère qu'à cette situation extraordinaire répondra un mouvement général de générosité qui permettra de lui donner une solution rapide.

21. M. MUFTI (Syrie) s'élève vivement contre toute aide directe ou indirecte du Haut-Commissariat à tout projet de réinstallation de réfugiés hongrois en Israël. Près de 1 million de réfugiés arabes ont été chassés de leurs foyers par les Israéliens qui soumettent quelque 200.000 autres réfugiés arabes dans la zone de Gaza à un traitement inhumain. Les réfugiés hongrois admis en Israël seraient sans aucun doute installés sur des terres qui appartiennent en droit aux réfugiés arabes. Si le Haut-Commissariat participait à un tel projet, le Gouvernement syrien se verrait dans l'obligation de lui retirer son appui, geste qui aurait inévitablement pour effet de discréditer le Haut-Commissariat dans une région où il exerce actuellement son activité.

22. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) regrette que le représentant de la Syrie ait cru nécessaire de soulever dans ce débat une question politique qui n'est absolument pas de la compétence de la Troisième Commission. Le Gouvernement israélien ne fait pas partie de ceux qui exploitent la misère humaine à des fins politiques; c'est dans un esprit humanitaire qu'il a offert de recevoir des réfugiés hongrois, et la politique d'immigration d'Israël, prérogative que lui donne sa souveraineté, ne concerne que ce pays.

23. M. ASIROGLU (Turquie) constate avec satisfaction qu'en dépit des difficultés financières auxquelles il s'est heurté, le Haut-Commissaire a réussi à réduire de façon sensible le nombre des réfugiés qui vivent dans des camps et même à fermer certains des camps. On a également enregistré des progrès satisfaisants pour ce qui est du rapatriement volontaire et de la réinstallation ainsi que de l'adoption de mesures appropriées pour les cas difficiles. Le Gouvernement turc s'est efforcé d'aider le Haut-Commissaire en admettant 177 cas difficiles et en leur donnant, ainsi qu'à 2.500 autres réfugiés étrangers, un asile en Turquie. Comme il doit en plus s'occuper du problème complexe des réfugiés turcs expulsés par la Bulgarie, la charge financière qui lui incombe est considérable et il recevrait avec reconnaissance toute aide supplémentaire que le Haut-Commissariat pourrait lui offrir. Pour la même raison, le Gouvernement turc souhaiterait la réinstallation dans d'autres pays des réfugiés étrangers résidant en Turquie. D'autre part, il est disposé à augmenter sa contribution au Haut-Commissariat et espère que d'autres gouvernements suivront son exemple, ce qui permettrait d'éliminer le déficit actuel.

24. M. Asiroglu note avec satisfaction que le Haut-Commissaire est venu rapidement et efficacement en aide aux réfugiés hongrois. Le Gouvernement turc a envoyé des denrées alimentaires et des fournitures médicales à l'Autriche et a proposé de recevoir 500 réfugiés. A ce propos, le représentant de la Turquie rend hommage au Gouvernement autrichien pour l'aide généreuse qu'il a accordée aux très nombreux réfugiés hongrois qui ont cherché asile en Autriche.

25. Le Gouvernement turc s'engage à continuer de donner son appui au Haut-Commissariat.

26. M. AYALA MERCADO (Bolivie) dit qu'il faut féliciter la Commission de s'occuper d'une situation

critique dans un esprit humanitaire et pratique, en s'abstenant de toute discussion politique.

27. Le Haut-Commissariat a réalisé une œuvre admirable au cours de l'année considérée. Malheureusement, les rangs des réfugiés s'enflent toujours et l'Organisation des Nations Unies doit redoubler d'efforts pour les aider. La Bolivie est prête à appuyer toute mesure qui permette de secourir tous les réfugiés, quels qu'ils soient. Elle est actuellement en période d'industrialisation et de réforme agraire et économique; elle peut accueillir des réfugiés capables de travailler dans l'industrie ou dans l'agriculture, mais il lui serait difficile de financer leur réinstallation.

28. M. READ (Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés) dit combien il a été touché de l'hommage rendu à la mémoire de M. van Heuven Goedhart.

29. Le don de 1.150.000 dollars au Fonds des réfugiés annoncé par la représentante de la Suède témoigne d'une générosité encourageante. Ce don est particulièrement bienvenu, puisque le Haut-Commissariat craignait de ne pouvoir exécuter ses plans faute de crédits. M. Read désire remercier tous les gouvernements qui ont fait des dons et exprime l'espoir que d'autres les imiteront. Dans divers pays, on organise des campagnes de collectes analogues à celle que mènent les journaux suisses, mais les recettes obtenues n'iront pas nécessairement au Fonds pour les réfugiés; elles serviront probablement à couvrir les frais relatifs aux réfugiés dans les pays intéressés.

30. Quelques représentants se sont demandé si l'on avait bien présentes à l'esprit toutes les solutions possibles au problème des réfugiés: le Haut-Commissariat est toujours en quête de nouvelles solutions et ne manquera pas d'explorer toutes les possibilités. De plus, le Haut-Commissariat n'est plus seul à rechercher des solutions; il bénéficie maintenant de l'assistance du Comité exécutif du FNUR, composé des représentants de 20 Etats, qui le guide dans ses activités.

31. Le Comité exécutif a des pouvoirs beaucoup plus étendus que son prédécesseur, le Comité consultatif, mais l'Assemblée générale, qui a défini le mandat du Haut-Commissariat, reste l'autorité suprême. Elle a attaché une égale importance à trois solutions différentes du problème des réfugiés: réinstallation, rapatriement et intégration. Comme on l'a déjà souligné à des sessions précédentes, le Haut-Commissariat s'est efforcé, conformément au paragraphe 8, c, de son statut, d'aider les gouvernements et les organisations privées qui cherchent à favoriser le rapatriement volontaire ou l'assimilation des réfugiés dans de nouvelles collectivités nationales, mais il n'a encore assumé aucune des fonctions supplémentaires mentionnées au paragraphe 9, car il n'a pas reçu d'instructions de l'Assemblée générale à cet effet. Le Haut-Commissaire protège les réfugiés en leur garantissant la liberté de choisir la solution qui leur convient. Le programme du FNUR fait une grande place à l'intégration, pour laquelle le Haut-Commissariat donne des conseils techniques et fournit une aide financière. L'intégration est une solution efficace et relativement peu coûteuse, mais tout réfugié qui désire être rapatrié ou s'installer dans un autre pays est libre de le faire.

32. En réponse à la question posée par le représentant de la Syrie à la séance précédente au sujet des paragraphes 55 et 83 du rapport (A/3123/Rev.1), M. Read dit que nombre des réfugiés qui ont quitté les camps d'Allemagne ont été naturalisés, mais qu'il y a eu des cas d'émigration outre-mer. La plupart des ré-

fugiés qui ont quitté les camps d'Italie ont émigré outre-mer, un grand nombre d'entre eux aux Etats-Unis en vertu du *Refugee Relief Act*.

33. En ce qui concerne l'indemnisation des réfugiés victimes des persécutions nazies (A/3123/Rev.1, par. 241), la loi fédérale allemande du 18 septembre 1953 a été remplacée par la loi du 29 juin 1956, dont la promulgation est postérieure à la rédaction du rapport. A plusieurs reprises, le Haut-Commissariat a fait des représentations aux autorités allemandes, mais il n'a pu obtenir l'égalité complète entre personnes persécutées en raison de leur nationalité et personnes persécutées pour raisons politiques. Les autorités allemandes ont fait savoir que la nouvelle loi représentait leur position définitive; il appartient maintenant aux puissances alliées d'agir, conformément à la Convention de Bonn.

34. A propos du paragraphe 74 du rapport du Comité exécutif du FNUR sur sa deuxième session (A/3123/Rev.1, annexe I), M. Read fait observer qu'il est de pratique courante dans les organes des Nations Unies de ne pas préciser l'identité de ceux qui ont défendu les diverses thèses exposées dans les rapports, mais il appellera l'attention du Rapporteur sur le fait que certaines délégations préféreraient qu'on précise cette identité.

35. Le nombre total des réfugiés hongrois entrés en Autriche s'élève à environ 83.000, dont 4.363 sont arrivés au cours des dernières 24 heures. Divers projets ont permis de diriger vers d'autres pays 16.313 d'entre eux, de sorte qu'il en reste actuellement environ 67.000. Comme le nombre des arrivées dépasse celui des départs, la situation s'aggrave constamment et le fardeau devient extrêmement lourd pour l'Autriche, où actuellement une personne sur 100 est un réfugié. Ce chiffre est impressionnant et il est urgent que les réfugiés puissent être accueillis ailleurs; mais on ne les presse pas de prendre des décisions importantes, sans leur laisser le temps de réfléchir. Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a apaisé bien des inquiétudes en s'engageant à payer les frais de voyage des réfugiés qui désireraient retourner en Autriche par la suite ou émigrer outre-mer. D'autres pays, dont l'Allemagne et l'Italie, ont accepté d'admettre temporairement des réfugiés, tandis que la Suisse, qui a déjà consenti à accueillir à titre permanent 4.000 d'entre eux, a offert d'en recevoir 6.000 autres à titre temporaire. Les offres de réinstallation sont extrêmement bienvenues, mais, pour que les réfugiés puissent en profiter, il faut une organisation considérable. Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes assure le transport et le Haut-Commissariat dresse ses plans en collaboration avec ce comité, avec d'autres organisations et avec les gouvernements intéressés, mais les plans ne peuvent être exécutés sans crédits. M. Read exprime l'espoir que les gouvernements répondront rapidement et généreusement à l'appel qui va être lancé sous les auspices de l'Assemblée générale.

36. Le représentant du Chili a soulevé la question du financement de la réinstallation des réfugiés (691ème séance). Il est évident qu'il faut maintenir une distinction nette entre les fonds destinés aux secours d'urgence et les crédits affectés aux programmes de solutions permanentes. Il se peut qu'il devienne nécessaire de créer au Haut-Commissariat une section spéciale qui s'occuperait uniquement de l'assistance aux réfugiés hongrois. Le personnel du Bureau de Vienne a été temporairement renforcé, mais M. Read a l'intention de demander des crédits supplémentaires au Comité consultatif, de façon

à pouvoir engager plus de personnel. Peut-être sera-t-il possible à l'avenir de combiner les secours d'urgence et le programme de solutions permanentes, notamment dans les pays qui offrent aux réfugiés des possibilités d'emploi dans l'agriculture. Cependant, il faudra consulter d'abord le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes.

37. Le Haut-Commissaire adjoint remercie tous les gouvernements qui ont généreusement offert leur assistance. La situation est encore loin d'être rassurante, mais on ne néglige aucun effort pour y porter remède. M. Read exprime l'espoir que le problème des réfugiés hongrois ne constituera pas un obstacle à la solution des problèmes des autres réfugiés, mais que la collectivité internationale s'acquittera de ses responsabilités envers l'un et l'autre groupe.

38. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) fait observer, à propos du paragraphe 74 du rapport du Comité exécutif du FNUR sur sa deuxième session (A/3123/Rev.1, annexe I), qu'en Iran la loi assure aux réfugiés les mêmes droits qu'aux autres étrangers.

39. M. BAROODY (Arabie Saoudite) demande si l'on a des données sur la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants parmi les réfugiés et si, parmi ceux-ci, on trouve surtout des familles entières ou bien des femmes et des enfants non accompagnés du chef de la famille. S'il s'agit surtout de familles entières, le problème de la réinstallation ne sera pas difficile à résoudre, mais, s'il s'agit surtout de femmes et d'enfants qui ont fui sans le chef de famille, le problème est tout différent. La question mérite qu'on y réfléchisse, car il est probable que les réfugiés de cette catégorie désireront finalement retourner dans leur pays; dans ce cas, l'argent dépensé pour les installer ailleurs serait gaspillé.

40. Le représentant de l'Arabie Saoudite voudrait savoir si l'on fait une enquête sur les antécédents idéologiques des réfugiés qui arrivent en Autriche, afin de s'assurer que leurs convictions ne sont pas incompatibles avec celles des pays où ils doivent se réinstaller.

De telles enquêtes sont indispensables, pour garantir que les réfugiés ne seront pas des inadaptés dans leur nouvelle collectivité et que les sommes dépensées pour les réinstaller n'auront pas été déboursées en vain.

41. Enfin, M. Baroody se demande quel sera le sort des réfugiés qui ne seront pas naturalisés citoyens des pays où on les accueille actuellement avec plaisir à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Il est évident qu'aucun réfugié ne peut être rapatrié de force, mais, si le niveau de l'emploi baisse, les réfugiés pourraient dans l'avenir être regardés avec moins de faveur qu'à présent.

42. Si l'on a éprouvé dans le passé des difficultés à trouver des solutions permanentes pour quelques-uns des anciens réfugiés, c'est peut-être parce que l'on avait négligé de telles questions. Il est important de leur accorder, maintenant que l'on s'occupe de nouveaux réfugiés, toute l'attention qu'elles méritent.

43. M. MUFTI (Syrie) dit que, si le Comité consultatif est un organe fort utile, il ne faut pas oublier que l'organe qui arrête la politique à suivre est l'Assemblée générale, qui a adopté le statut du Haut-Commissariat et donné son mandat au Haut-Commissaire. La valeur et l'efficacité du programme d'intégration du Haut-Commissaire sont manifestes, mais il faudrait accorder plus d'importance au rapatriement et le rapport devrait rendre compte des efforts déployés dans ce sens. Le rapport devrait aussi contenir des statistiques plus détaillées donnant, par pays de destination, le nombre des réfugiés qui ont émigré de divers pays. Enfin, M. Mufti serait reconnaissant au Haut-Commissaire adjoint de bien vouloir donner des renseignements supplémentaires concernant les effets pour les réfugiés de la nouvelle loi fédérale allemande sur l'indemnisation des victimes du nazisme.

La séance est levée à 17 h. 25.